

Prestations de retraite supplémentaires—Loi

secteur forestier et l'économie sur la côte ouest du Canada. A un certain moment, on disait qu'il faudrait organiser des soupes populaires plus accessibles. Une autre personne, un enseignant, m'a signalé qu'il faudrait peut-être organiser des soupes populaires dans les écoles parce que les enfants ne sont pas bien alimentés ni bien vêtus. Voilà le genre d'attaque que le gouvernement veut porter contre les familles à faible revenu par le biais de cette série de projets de loi.

● (2140)

Le bill à l'étude s'attaque aux fonctionnaires retraités qui vivent de leur revenu de retraite. Il s'attaque à un principe fondamental cher à la plupart des Canadiens qui croient qu'au moment de la retraite, on doit avoir un revenu de pension convenable qui doit être protégé contre les ravages de l'inflation par un mécanisme d'indexation approprié. Le président du Conseil du Trésor a dit que le gouvernement fédéral voulait faire preuve de leadership, mais il s'attaque à titre d'exemple aux membres de notre société qui sont le moins en mesure de résister à une réduction de leurs prestations et aux décisions tout à fait négatives que prend le gouvernement. Le président du Conseil du Trésor a aussi déclaré que ce bill n'était que l'une des mesures économiques prévues dans le budget de juin, que le gouvernement voulait appliquer son programme de restrictions à ceux qui jouissent déjà d'une certaine sécurité ou qui ont un emploi et que le fait d'enlever à ces gens leur droit à la négociation, de limiter leurs hausses salariales et de leur refuser le droit de négocier de façon efficace mènerait à la reprise économique. Selon moi, ce n'est qu'un coup monté et l'application du programme des 6 et 5 p. 100 au traitement des fonctionnaires, aux allocations familiales et aux prestations des retraités n'a rien à voir avec la reprise économique. Cela ne donnera pas un emploi à un seul travailleur forestier de la Colombie-Britannique. Cela ne redonnera pas du travail à un seul des milliers d'employés congédiés par MacMillan Bloedel ou des chantiers maritimes du Canada. Seules des mesures gouvernementales positives dans le domaine de l'industrie forestière, de la fabrication et des chantiers maritimes peuvent remettre les gens au travail et favoriser la reprise économique. Remarquez bien une chose, monsieur le Président. C'est que dès le début de la 32^e législature, le gouvernement n'a pas pris une seule mesure positive susceptible de favoriser la reprise économique.

Ce qui nous intéresse maintenant, c'est le programme des 6 et 5 p. 100. Si ce programme n'a rien à voir avec la reprise économique, à quoi sert-il? Il vise simplement à créer l'impression que le gouvernement fait quelque chose et il ne fera que causer des divisions dans notre société. Le parti libéral et le gouvernement ont tellement peu la cote au Canada qu'après le 18 février 1985, je pense que les Libéraux ne nous causeront plus d'ennuis pendant bien longtemps. D'ici là, ils ont un grave problème de même que les Canadiens.

Le gouvernement a vite compris que le programme des 6 et 5 p. 100 ferait oublier à bien des gens l'incompétence du gouvernement et son incurie économique et que tous les yeux se tourneraient vers une cible qui a toujours été bien populaire, en

l'occurrence la Fonction publique. Depuis trop longtemps le parti libéral et le parti conservateur font des fonctionnaires leur souffre-douleur.

Voilà pourquoi, essentiellement pour des fins politiques et non pour favoriser la relance économique, ce gouvernement libéral a décidé d'imposer le programme des 6 et 5 p. 100, de sorte que les employeurs s'en prennent aux travailleurs, et que les chômeurs s'en prennent aux fonctionnaires. Le gouvernement a provoqué une sorte de rupture dans notre économie comme il l'avait fait en 1975 en contrôlant les salaires et les prix, en contrôlant, devrais-je dire, les salaires. Cela ne favorise nullement la reprise économique, mais cela ressemble beaucoup plus à de la tromperie politique et surtout à une tentative de redorer son blason qui est très terni si on en croit les sondages d'opinions publiques. Encore une fois écoutez bien ce que je vous dis, monsieur le Président: si le programme des 6 et 5 p. 100 provoque l'agitation des travailleurs, il contribuera sûrement à réduire la productivité et à enfoncer davantage l'économie canadienne dans la récession. En fait, ce pourrait être la pire loi votée par le Parlement depuis 1975.

M. Kristiansen: Ensuite vous supprimez les médicaments aux malades.

M. Skelly: La situation est très grave, mais il faut essayer de se rappeler que cette loi n'est pas directement imputable au président du Conseil du Trésor. Je pense que dans une incarnation antérieure, il avait des vues économiques très intéressantes avant qu'on lui mette un bâillon et qu'il refuse de céder son siège à cause de certaines promesses qu'il avait faites pendant qu'il était dans l'opposition. Aujourd'hui, il tente de justifier la mesure des 6 et 5 p. 100 proposée par son prédécesseur. On voit combien le gouvernement est déterminé à faire la vie dure aux nécessiteux, aux retraités de la Fonction publique, aux vieillards et aux mères de famille.

Je pense que la majorité des députés, des fonctionnaires et du public en général admettent que l'imposition des 6 et 5 p. 100, la réduction des pensions, sont des mesures qu'il faudra expliquer aux prochaines élections. Ce sera une question électorale. Il est intéressant de voir le choix qui s'offrira aux électeurs à la prochaine élection. Au moment où les retraités se présenteront au bureau de scrutin, une question leur hantera l'esprit. Devront-ils soutenir le parti libéral et le gouvernement qui leur a enlevé le droit de négocier? Devront-ils donner leur appui à ce gouvernement qui a supprimé l'indexation des pensions, de la sécurité de la vieillesse et des allocations familiales, ou devront-ils se ranger aux côtés de l'opposition officielle? La situation est très curieuse. Les décisions doivent être prises d'ici à 1985, mais les gouvernements majoritaires, libéraux ou conservateurs, n'ont jamais défendu les intérêts de la majorité des Canadiens et encore moins ceux des fonctionnaires. Ce qui attend les gens maintenant, c'est une politique désastreuse décidée par le gouvernement actuel, mais je suis sûr qu'ils doivent examiner très attentivement ce que l'opposition officielle a fait.

M. Lewis: Oh, vous vous en êtes bien tirés jusqu'ici, ne gâchez pas tout.